Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe

Hubert Rousseau, conseiller général de Marie-Galante et maire de Grand-Bourg (1864-1918)

Franck Kacy

Numéro 183, mai-août 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1064937ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1064937ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (imprimé)

2276-1993 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Kacy, F. (2019). Hubert Rousseau, conseiller général de Marie-Galante et maire de Grand-Bourg (1864-1918). *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (183), 63–81. <https://doi.org/10.7202/1064937ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 2019

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Hubert Rousseau, conseiller général de Marie-Galante et maire de Grand-Bourg (1864-1918)

Franck KACY¹

1918-2018, voilà 100 ans disparaissait Hubert Rousseau. Mais qui était-il ?

Chéry, Hubert Rousseau est une de ces figures marie-galantaises de tout premier plan dans les dernières années du XIX^e siècle et les toutes premières du siècle suivant. Personnalité politique extrêmement active et entreprenante, il aura été un conseiller général du canton de Marie-Galante et maire de la commune de Grand-Bourg, le chef-lieu de l'île. Le centenaire de sa disparition nous a semblé le moment de retracer et mettre en lumière même succinctement l'homme et son parcours. C'est là l'objet de cet article.

HUBERT ROUSSEAU, UNE RAPIDE ASCENSION POUR UN « FILS ET PETIT-FILS DE 1848 »

Hubert Rousseau avait vu le jour le 31 mai 1864 sur l'habitation « Vanier » dans la commune de Grand-Bourg. Sa mère Mélianne Rousseau était une cultivatrice alors âgée de 32 ans et la veuve d'Étienne Moron.² Quant à ses grands-parents maternels, Jean-Jacques Rousseau et Cécile Tomy, ils étaient tous deux affranchis depuis 1848.³

1. Professeur certifié d'histoire et géographie

2. ANOM : Etat civil, registre des naissances, commune de Grand-Bourg, acte n° 109, du 10 juin 1864.

3. Le 25 janvier 1849, Cécile âgée de 44 ans, accompagnée de ses enfants Pélot 27 ans, Jean-Baptiste dit Gros 21 ans, Lambat dit Petit 21 ans, Mélianne 17 ans, Hélène 16 ans, Joséphine 13 ans, Betsy 12 ans, Césarine dite Séraphine 9 ans, Césaire dit Séraphin 9 ans, Ferdinand 7 ans, Janvier 4 ans, Ursule 2 ans, tous domiciliés sur l'habitation « Bellevue » appartenant au citoyen François Ducos, se voyaient octroyer le nom patronymique de Tomy, par Théophile Botreau-Roussel Bonnetterre, maire et officier d'état civil de la commune de Grand-Bourg (campagne). ADG : Registre des nouveaux libres, commune de Grand-Bourg

Avouons d'emblée que nous n'avons pas pu dissiper toutes les zones d'ombre qui peuvent entourer les premières années du parcours d'Hubert Rousseau. Une de ses toutes premières apparitions sur la scène publique dont nous avons retrouvé mention remonte à sa nomination à la fonction de régisseur de l'hospice Sainte-Marie le 6 avril 1888.⁴ Il avait alors 24 ans.

Pour mémoire, cet établissement avait été fondé à Marie-Galante et Grand-Bourg très exactement en 1855 et était tenu depuis par les sœurs de la congrégation de Saint-Paul de Chartres. L'année 1888 aura, aussi, été marquée par des événements plus douloureux. En effet, en l'espace de quelques mois, Hubert Rousseau aura doublement été endeuillé par la disparition d'un proche. C'est tout d'abord, celle de son frère Charles, Charles Moron⁵, tout juste âgé de 31 ans, charpentier de profession et décédé à Grand-Bourg le 19 août puis celle de Cécile Tomy, sa grand-mère le 7 décembre.⁶ En fouillant encore son itinéraire, on le retrouvait successivement sur d'autres terrains comme, par exemple, en 1896 où les habitations domaniales « Grand-Bassin » et son annexe « Mayombé », propriétés de la colonie d'environ 310 hectares et situées dans la commune de Saint-Louis étaient mises en location au profit d'Hubert Rousseau à compter du 1^{er} décembre.⁷ Manifestement, nous étions en présence d'une personnalité déjà bien impliquée dans la vie de l'île. C'est ensuite l'année 1898 qui est assurément un de ces temps forts du parcours pour Hubert Rousseau qui accédait à la charge de notaire en lieu et place de Maître Charles Coudroy de Lauréal, né dans la commune de Sainte-Anne à la Guadeloupe et décédé dans celle de Grand-Bourg le 26 octobre 1897.⁸ A la vérité, cette arrivée à la charge de notaire pour Hubert Rousseau n'avait pas été forcément bien accueillie et de tout repos suscitait même bien des suspensions et dénonciations à Marie-Galante. Accusations cependant bien vite balayées par les conclusions prononcées par le ministre des Colonies en personne qui confirmaient de fait Hubert Rousseau dans sa nouvelle fonction.⁹ Il l'assumera de 1898 à 1918 dans la commune de Grand-Bourg. Seul notaire à exercer dans l'île ces années durant, il était devenu le dépositaire de nombre de minutes de ses prédécesseurs à Marie-Galante.¹⁰ Au mois de septembre de cette même année 1898, Hubert Rousseau s'était également vu confier une nouvelle tâche : la suppléance du juge de paix en remplacement du

(campagne), acte n° 10, du 25 janvier 1849 (*FRAD971 1^{re} 36 035 112 002 C.jpg*). Quasiment dans la foulée, le 20 août 1849, Jean-Jacques Rousseau lui aussi inscrit sur les registres des nouveaux livres depuis le 25 janvier, prenait pour épouse Cécile Tomy. Les deux époux reconnaissaient être les père et mère des douze enfants cités précédemment. ADG : Registre des mariages, commune de Grand-Bourg (campagne), acte n° 20 du 25 août 1849.

4. ADG : *Bulletin officiel de la Guadeloupe*, n°4, avril 1888, p. 357.

5. ADG : Etat civil, registre des décès, commune de Grand-Bourg, acte n°103, du 19 août 1888.

6. ADG : Etat civil, registre des décès, commune de Grand-Bourg, acte n°163, du 7 décembre 1888.

7. ADG : Délibération du Conseil général de la Guadeloupe, session ordinaire du 12 décembre 1896, p. 121.

8. ADG : Etat civil, registre des décès, commune de Grand-Bourg, acte n° 119, du 26 octobre 1897.

9. ADG : *La Vérité* du 20 novembre 1898- Article « La dénonciation anonyme contre M. Rousseau ».

10. - Il était dépositaire des minutes de : MM. Faucon, Désondes, Boulogne, Lauriat (Auguste), Berté Saint-Ange, Garny de la Rivière. Il l'était également pour Boulogne Saint-Villiers (Marie-Ludovic-François-Léonce) décédé (...) et Ballet décédé. ADG : *Annuaire de la Guadeloupe et dépendances*, Basse-Terre, imprimerie du Gouvernement, 1904, p. 95.

titulaire Clovis Tesserot¹¹, en congé. Voilà qui ne pouvait que conforter l'ascension du fils de Mélianne Rousseau alors âgé de 34 ans. Mais c'est sans conteste sur la scène politique locale marie-galantaise et plus largement guadeloupéenne que l'homme allait se révéler et définitivement asseoir sa notoriété.

HUBERT ROUSSEAU, UNE VOIX DE MARIE-GALANTE AU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GUADELOUPE (1895-1907) / (1913-1918)

Sa présence dans l'arène politique, nous l'avions repérée assez tôt, soit dès 1894 en qualité de secrétaire municipal au sein de la municipalité de Grand-Bourg, mais c'est véritablement au Conseil général qu'il allait faire irruption et s'imposer au-devant de la scène politique marie-galantaise. Une des singularités de cette présence au sein de l'assemblée, ce sont incontestablement ses interventions nombreuses et variées. Autrement dit, Hubert Rousseau intervenait beaucoup et quasiment sur tous les sujets et souvent bien loin des préoccupations liées à son seul canton, Marie-Galante. Elu conseiller général pour la première fois, le 6 octobre 1895, nous l'avons observé en cette fin d'année, c'est-à-dire au moment où il effectuait ses premiers pas comme conseiller général. L'incendie de l'Hôtel de ville de Grand-Bourg dans la nuit du 13 au 14 juillet précédent lui offrait la matière à une de ses toutes premières interventions publiques dont voici un large extrait :

« Messieurs, vous connaissez tous le malheur qui a frappé la commune du Grand-Bourg dans la nuit du 13 au 14 juillet ; un incendie, survenu dans une circonstance aussi imprévue qu'inévitable, a détruit l'Hôtel de la mairie, le dernier reste de la splendeur de cette commune, occasionnant, par suite, à cette localité une perte de 15 000 francs. En présence d'un événement aussi douloureux, il appartient au Conseil général de donner toute la preuve de sa sollicitude en venant en aide à une commune si fortement éprouvée. La commission financière, devant laquelle je n'ai pas manqué d'insister, cependant, ainsi que vous le constaterez par la lettre dont vous me permettez de vous donner lecture, en repoussant la demande de secours de la commune du Grand-Bourg, a manqué une excellente occasion pour montrer avec quels sentiments de justice et d'impartialité elle a élaboré ses travaux. Elle a manqué aussi une occasion heureuse pour témoigner aux nouveaux représentants de Marie-Galante au sein de cette assemblée comment elle était touchée du malheur dont le Grand-Bourg a été victime ».¹²

Les sessions suivantes allaient être de la même veine, c'est-à-dire aussi riches de mots et ponctuées de multiples interventions. C'est que l'homme parlait avec aisance, avait de la répartie et par moments le propos pouvait être empreint de fermeté, se faisant ainsi l'avocat de toutes les causes

11. Tesserot (Louis, Auguste, Clovis) : Promu suppléant du juge de paix en 1893, membre de la commission administrative de l'hospice de Grand-Bourg et président de la chambre d'agriculture de Marie-Galante en 1898, Clovis Tesserot était bien une de ces fortes personnalités de la vie publique à Marie-Galante. Né le 4 septembre 1845 à Grand-Bourg, commerçant de profession, l'homme aura aussi touché à la politique entre autres comme conseiller général du canton de 1881 à 1895.

12. ADG : Délibération du Conseil général de la Guadeloupe, session ordinaire du 20 décembre 1895, p. 554.

marie-galantaises. L'élu de Marie-Galante allait très vite s'affirmer et s'imposer dans ses nouvelles fonctions. A tel point que le 26 novembre 1897, Hubert Rousseau était porté à la vice-présidence du Conseil général de la Guadeloupe. A cette occasion, il allait prononcer les mots suivants :

« Messieurs, j'ai le devoir de vous remercier pour la marque de confiance que vous venez de me donner en m'appelant à la vice-présidence de cette assemblée. Nouveau venu ici, je ne m'attendais pas à cet honneur. Je ne me fais pas d'illusion sur la tâche que j'aurai à remplir ; je sais tout ce qu'elle a de pénible et de délicat. Mais permettez-moi de compter sur votre concours bienveillant pour me faciliter cette tâche. Je fais des vœux en même temps pour que nous écartions de nos débats toutes questions irritables, toutes les questions de personnes et que nous portions tout notre intérêt seulement aux affaires du pays ».¹³

Réélu en 1901 pour un second mandat, sa dernière élection au Conseil général de la Guadeloupe remonte au 9 novembre 1913¹⁴. Ce dernier scrutin aux côtés de Paul Boulogne et Ernest Bastarud allait lui offrir un nouveau succès et signer son retour au Conseil général après un bref retrait de la scène politique en 1907. Des trois conseillers généraux élus dans le canton marie-galantais, c'est encore Hubert Rousseau qui obtenait le plus grand nombre de suffrages, sa popularité semblait intacte. Ce retour au sein de l'assemblée allait toutefois se décliner tantôt par de longues absences, tantôt par une présence faite de retenue et de discrétion, choses inhabituelles chez une personnalité comme Hubert Rousseau. Manifestement, l'homme était amoindri et diminué par la maladie. Comme un dernier sursaut, en septembre 1916, l'ancien maire de Grand-Bourg allait briguer la présidence du Conseil général face à Armand Jean-François et Achille René-Boisneuf. Défait, il était malgré tout élu à la commission financière.¹⁵ C'était aussi là une de ses dernières apparitions au Conseil général de la Guadeloupe.

HUBERT ROUSSEAU, LE MAIRE DE GRAND-BOURG (1900-1904)

Quatre ans, Hubert Rousseau n'aura connu qu'une seule mandature à la tête de la municipalité de Grand-Bourg. Ce scrutin municipal s'était joué sur fond de tumulte, d'agitation et de tensions. Retenons cependant une date, celle du 13 mai 1900, date à laquelle il était proclamé maire de Grand-Bourg.¹⁶ A 36 ans, ce « fils et petit-fils de 1848 » accédait à la fonction suprême. Que faut-il retenir de cette courte période, soit ces quatre années de mandature ? Tout d'abord les hommes, ceux qui accédaient au pouvoir aux côtés du nouveau maire, Hubert Rousseau. Qui étaient-ils ?

13. ADG : Délibération du Conseil général de la Guadeloupe, session ordinaire du 26 novembre 1897, p. 21.

14. ADG : *Journal officiel de la Guadeloupe* du 20 novembre 1913, p. 360.

15. ADG : Délibération du Conseil général de la Guadeloupe, session ordinaire du 15 septembre 1916, p. 14.

16. ADG : *Journal officiel de la Guadeloupe* du 18 mai 1900, p. 286.

MM. Rousseau (Hubert), maire. Bambuck (Mésance), 1 ^{er} adjoint. Versil (Etienne), 2 ^e <i>idem</i> .	
<i>Conseillers.</i>	
MM. Pradon (Jean-Marie).	MM. Michineau (Edmond).
Coquin (Monfils).	Détour (Saint-Ville).
Ibalot (Jean-Marie).	Missoudan (Ernest).
Blaque (Pierre-C.).	Gédéon (Nestor).
Lyncée (Sylvestre).	Vulgaire (J ⁿ -Baptiste).
Petitpas (Edgard).	Bazile (Charles-Oscar).
Bluel (Athanaso).	Selbonne (Ariste).
Chaliac (Jérôme).	Hircan (Léonce).
Davigny (Séneuf).	Heldire (Maurice).
Féret (Jean).	Finicelle (S ^e -Rose).
<i>Secrétariat.</i>	
M. N. . . , secrétaire municipal.	

Illustration n° 1 : le conseil municipal de la commune de Grand-Bourg présidé par Hubert Rousseau en 1901.¹⁷

Mézance Bambuck et Etienne Versil, pour ne parler que de ces deux personnalités n'étaient pas de nouveaux venus au sein du conseil municipal de Grand-Bourg. En effet, le premier nommé n'était autre que l'ancien maire de la commune de 1890 jusqu'au renouvellement de 1900, quant à Etienne Versil, il appartenait également au précédent conseil municipal comme adjoint au maire et officier de l'état-civil. On était donc en présence d'hommes rompus à l'exercice du pouvoir municipal. Grand-Bourg, une commune qui allait compter 7 005 habitants en cette année 1901.¹⁸

D'autre part, hormis les vicissitudes de la vie électorale et politique particulièrement agitées à Marie-Galante et peut-être encore plus dans la commune de Grand-Bourg que dans les deux autres communes de l'île, cet unique mandat à la tête de la municipalité pour Hubert Rousseau aura été coup sur coup ponctué par deux faits majeurs pour ne pas dire deux sinistres majeurs : le premier, l'incendie de Grand-Bourg en août 1901 et le second, la catastrophe de Saint-Pierre à la Martinique et ses prolongements à Marie-Galante en 1902.

L'incendie qui s'était déclaré dans la nuit du 18 au 19 août avait été particulièrement destructeur et Grand-Bourg totalement ou quasiment anéanti. Alcide Terrac, rédacteur en chef du journal *La République*, présent sur les lieux quelques heures après le sinistre écrivait :

« Grand-Bourg n'existe presque plus. La Grande rue est entièrement détruite depuis la Marine jusqu'à la prison qui n'a pas brûlé. Toute la rue

17. ADG : *Annuaire de la Guadeloupe et dépendances*, Basse-Terre, imprimerie du Gouvernement, année 1901, p. 134.

18. ADG : *Journal officiel de la Guadeloupe*, du 23 octobre 1901, p. 712.

Beaurennon est incendiée jusqu'à l'angle de la rue du presbytère. Toute la rue Jacob, toute la rue Jubelin, la rue du Presbytère jusqu'à la rue de la Marine jusque et y compris la boulangerie Saint-Blancat ne sont qu'un lamentable monceau de décombres. Il ne reste donc plus que la rue projetée, la rue des Veuves, l'extrémité nord de la rue du presbytère, la rue de la marine de la boulangerie St Blancat au lagon et les maisons sur le littoral place du fort (...) Deux cents maisons environ ont été la proie des flammes (...) Au cours de ce désastre, on a eu à déplorer la mort d'une vieille femme âgée de 92 ans : la malheureuse n'a pas pu se sauver de sa maison en feu et a été brûlée. »¹⁹

Tous les témoignages allaient en ce sens : Grand-Bourg avait beaucoup souffert. A son tour, *La Vérité* rendait compte du sinistre : « Dans la ville de Grand-Bourg où l'eau est assez rare et où il n'y a point de pompes à incendie, le feu a pu faire aisément ses ravages. Au lever du soleil, plus de six cents familles se trouvaient ruinées et sans asile. Le Palais de Justice, la Douane, les Contributions, la Perception, les bureaux du port et de la poste, les magasins d'épicerie et de tissus, toutes les maisons du centre, tout était réduit en cendres, à l'exception de la pharmacie Arsonneau, l'église, la maison des sœurs, la prison et la caserne de gendarmerie. »²⁰

Une commission d'évaluation présidée par le maire Hubert Rousseau avait été mise en place. Cet incendie avait été d'une telle ampleur et suscité un tel émoi que la commune était devenue l'objet de toutes les attentions et ses habitants celles de toutes les sollicitudes. Pour l'exemple, le 8 septembre une quête était envisagée dans toutes les églises du diocèse de la Guadeloupe, le dimanche 15 septembre, il en était de même dans le diocèse de la Martinique.²¹

A Paris, le 22 octobre 1901, une proposition de loi présentée par le député Gerville-Réache était déposée devant la chambre des députés, un crédit de 50 000 francs était sollicité en faveur des habitants sinistrés de Grand-Bourg.²² Les conséquences de ce sinistre allaient inévitablement s'inscrire dans la durée, pour ne parler que des écoles publiques, elles n'ouvriront que le 10 mars 1902, soit bien huit mois plus tard.²³ En un mot, la commune peinait à se relever de tous ces événements. Le mois de mai 1902 aura également été marqué par la catastrophe de Saint-Pierre à la Martinique. Marie-Galante et Grand-Bourg en particulier allaient être concernées. A commencer par des pluies de cendre puis plus grave encore l'arrivée sur les côtes de l'île de nombreuses dépouilles de victimes. *La Vérité* publiait ainsi dans ses colonnes les informations suivantes :

« Le 13 mai dans l'après-midi, vers trois heures, sept cadavres dont trois de femmes et quatre d'hommes provenant de la catastrophe de la Martinique ont été repêchés à Grand-Bourg à hauteur de l'habitation Murat. Ces cadavres portaient tous des traces de fortes brûlures et étaient déjà en état

19. ADG : *La République*, du 22 août 1901-Article « L'incendie du Grand-Bourg ».

20. ADG : *La Vérité*, du 25 août 1901-Article « L'incendie de Grand-Bourg ».

21. ADG : *La Vérité*, du 20 octobre 1901-Article « Pour les incendiés de Marie-Galante ».

22. - CAOM *Séries Géographiques : Guadeloupe*, carton 60, dossier 423 « Incendie de Grand-Bourg le 19 août 1901 : demande de secours (1901-1902).

23. ADG : *Journal officiel de la Guadeloupe* du 12 mars 1902, p. 116.

de putréfaction. M. Rousseau, le maire du Grand-Bourg, les a fait recueillir et placer dans des caisses, puis inhumer dans le cimetière de la commune en présence d'une foule nombreuse et recueillie, après toutefois une imposante cérémonie funèbre célébrée par M. l'archiprêtre Portalier ».²⁴

Deux jours plus tard, ce même organe de presse portait à la connaissance de ses lecteurs de nouvelles informations sur la situation à Marie-Galante. En fait, c'est le chef d'édilité Hubert Rousseau qui adressait une proclamation à l'attention de ses administrés devant les éventuelles menaces de nouvelles pluies de cendre ou d'échouages de corps humains sur les côtes de la commune.²⁵ Cette succession d'événements avait sûrement mis en lumière Grand-Bourg et son maire et comme pour couronner son dévouement et son implication en ces circonstances malheureuses, le 1^{er} mars 1903, Hubert Rousseau était promu officier d'académie par un décret du ministre de l'instruction publique et des Beaux-Arts.²⁶ Pour le reste, entendons-là, l'ensemble et la suite de sa mandature comme maire de Grand-Bourg : que dire d'autre ? que retenir ?

Confrontées à de multiples difficultés, les municipalités de la colonie en général et plus encore celles de ces petites « dépendances » avaient bien du mal à subsister. De surcroît, la commune de Grand-Bourg en particulier, avait dans un passé assez récent encore, déjà été très sévèrement éprouvée par de nombreuses calamités : cyclone en septembre 1894, incendie de l'Hôtel de ville en juillet 1895, cyclone en août 1899. De fait, les récents événements et singulièrement l'incendie de 1901 ne pouvaient qu'amplifier et accentuer une pauvreté déjà bien installée et ancrée dans la commune et plus largement à Marie-Galante. Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, en fin d'année 1902, le conseil municipal de Grand-Bourg donnait mandat à son maire Hubert Rousseau pour procéder à l'achat d'une maison d'habitation mise en vente par la commission administrative de l'hôpital-hospice Sainte-Marie pour y installer l'Hôtel de la mairie.²⁷ Par la suite, les travaux de construction d'une maison pour le logement des instituteurs en 1903²⁸ suivie au tout début de l'année 1904 de l'ouverture d'un cours complémentaire à l'école de Grand-Bourg²⁹ ne sauraient effacer et même atténuer les contours d'une période largement gangrenée par les difficultés de toutes sortes. Lors du renouvellement des conseils municipaux au mois de mai 1904, après un premier tour de scrutin sans vainqueur, lors du second tour prévu le 8 mai, Hubert Rousseau était de nouveau largement devancé dans les urnes par ses adversaires. Il ne recueillait que 287 suffrages des 751 exprimés.³⁰ Cette défaite électorale ouvrait la porte à une autre période de son itinéraire politique marquée par bien des soubresauts.

24. ADG : *Le Courrier de la Guadeloupe*, du 20 mai 1902-Article « Quelques détails sur les épaves humaines échouées à Marie-Galante ».

25. ADG : *La Vérité* du 25 mai 1902-Article « Proclamation. Le maire de la commune de Grand-Bourg à ses habitants ».

26. ADG : *Journal officiel de la Guadeloupe*, du 25 avril 1903-Rubrique « Partie officielle », p. 183.

27. ADG : Notariat Rousseau, minute du 2 décembre 1902, « Vente par l'hospice Sainte-Marie au profit de la commune de Grand-Bourg ».

28. ADG : *Journal officiel de la Guadeloupe*, du 24 janvier 1903, p. 32.

29. ADG : *Journal officiel de la Guadeloupe*, du 30 décembre 1903, p. 547.

30. ADG : *Journal officiel de la Guadeloupe*, du 14 mai 1904, p. 211-212.

1906-1918, TOURNANT ET FIN DE PARCOURS

Pour Hubert Rousseau, ces années 1906, 1907 s'apparenteront à des périodes de fortes turbulences. C'est en 1906, la rupture avec Gerville-Réache qui constituait un véritable tournant dans un parcours qui jusqu' alors s'était effectué sous la bannière du « réachisme ».

Le député Gaston Gerville-Réache, homme de couleur, avocat de profession s'était au fil du temps, constitué un puissant réseau de partisans à Marie-Galante et aux rangs desquels, l'homme relais dépositaire du journal *La Vérité* à Marie-Galante : Hubert Rousseau.

Illustration n° 2 : *La Vérité*, un journal en vente à Marie-Galante en 1906.³¹

Pourtant, désormais le divorce semblait se dessiner entre les deux hommes. Le premier accroc, c'est la déclaration faite le samedi 24 février 1906 lors du congrès des élus marie-galantais réunis sur l'habitation « Bézard » de Capesterre par l'ancien maire de Grand-Bourg qui annonçait prendre ses distances avec son ancien mentor. La riposte du député Gerville-Réache n'allait pas tarder. Dorénavant, c'est au grand jour que le différend entre les deux hommes s'affichait. Le 13 mars 1906 à la une de son journal *La Vérité*, le parlementaire guadeloupéen déclarait assez longuement :

« Mon ancien ami Hubert Rousseau m'a lâché, Rousseau ayant été condamné à plusieurs mois de prison, pour contrebande, a eu peur d'être emprisonné et il passe à l'ennemi. En quoi faisant, il commet un manquement à l'amitié et une faute. Une faute parce que le délit pour lequel il a été condamné sera amnistié d'après une proposition pendante devant les Chambres et relative aux fraudes en matière de contributions indirectes et de douanes (...) Rousseau commet aussi un manquement à l'amitié déjà vieille de 25 ans qui nous unissait. Je lui pardonne. On lui a fait craindre de faire de la prison, de suite, et ignorant que le simple dépôt de son recours en grâce près du chef de l'Etat paralysait l'exécution de la peine qui l'a frappé. J'excuse Rousseau et je lui pardonne sa conduite. Il a entraîné avec lui quelques citoyens que je considérais comme de bons amis. Je ne leur en veux pas. Ils partent sans motifs du parti ; ils y reviendront, quand

31. ADG : *La Vérité* du 11 mars 1906.

ils reconnaîtront la faute de Rousseau. Quant à moi, je leur reste l'ami sûr et fidèle que j'ai toujours été ».³²

Loin de tout apaisement, le fossé allait continuer à se creuser entre les deux hommes. On en veut encore pour preuve, la présence puis la déclaration faite par Hubert Rousseau au deuxième congrès du parti socialiste indépendant le 25 février 1907 à l'Hôtel de ville de Basse-Terre, le chef-lieu de la colonie. Au final, pour Hubert Rousseau la rupture avec Gerville-Réache était bien consommée et le ralliement au nouveau député socialiste Gérault-Richard pleinement assumé.³³

Quelques mois après, dans une déclaration publiée dans le journal *Le Réveil Social*, l'élus marie-galantais expliquait assez longuement sa décision de ne pas présenter une nouvelle candidature aux prochaines élections cantonales prévues au mois de septembre à venir.

Pour faire court, en voici juste quelques bribes : « Par raison de convenances personnelles, je déclare décliné toute candidature. Après 29 années de lutte durant lesquelles j'ai siégé 12 années au Conseil général, je crois avoir atteint la limite de service nécessaire pour prendre un repos bien mérité. Je suis loin d'être de ceux qui pensent qu'un mandat électif doit être un patrimoine héréditaire. Au contraire, j'estime que sous un régime de gouvernement du peuple comme le nôtre, chacun doit être appelé à faire son tour à la direction des affaires, pour peu qu'il justifie des aptitudes nécessaires et suit un programme nettement démocratique ».³⁴

Cependant, loin de désertir l'arène politique, il était de nouveau présent au scrutin municipal de 1908 et porté au poste de second adjoint au maire. La municipalité ayant désormais pour maire l'usinier Octave Garel et François Bambuck plus connu sous le nom d'Emile Bambuck comme premier adjoint.³⁵ Quatre ans plus tard, aux nouvelles élections municipales de 1912, il figurait encore en bonne place au sein de la municipalité mais cette fois en la qualité de premier adjoint au maire aux côtés du nouveau maire de Grand-Bourg, Emile Bambuck. On l'a vu plus haut, les cantonales de novembre 1913 allaient constituer son dernier combat électoral. Dans la foulée, ce retour au-devant de la scène politique lui avait également permis de retrouver la Chambre d'agriculture de Marie-Galante pour un mandat de trois ans.³⁶

Mais des heures plus sombres et difficiles s'annonçaient. Le 30 mai 1916, Mélianne Rousseau, sa mère décédait à Grand-Bourg.³⁷ A son tour, affaibli par la maladie, Hubert Rousseau se retirait en France en juillet 1918 où il décédait 7 octobre suivant à Paris, au numéro 18 de la rue du Cherche-Midi dans le sixième arrondissement de la capitale à l'âge de 54 ans.³⁸

32. ADG : *La Vérité* du 11 mars 1906 -Article « Lettre du député-Les défections de la Marie-Galante ».

33. ADG : *Le Réveil Social*, du 2 mars 1907-Article « 2^{ème} congrès ».

34. ADG : *Le Réveil Social*, du 14 septembre 1907-Article « Déclaration ».

35. ADG : *Journal officiel de la Guadeloupe*, du 23 mai 1912, p. 187.

36. ADG : *Journal officiel de la Guadeloupe*, du 23 janvier 1913, p. 23.

37. Archives municipales. Etat civil de la commune de Grand-Bourg. Registre des décès, acte n° 66, année 1916.

38. Archives municipales. Etat civil de la commune de Grand-Bourg. Registre des décès, acte n°25, année 1919.

A la Guadeloupe, la nouvelle de sa disparition allait vite faire écho dans la presse locale, tour à tour, *Le Citoyen*³⁹ et *Le Nouvelliste*⁴⁰ saluaient la mémoire du défunt.

Le lundi 28 octobre 1918, à l'ouverture de la troisième séance du Conseil général de la Guadeloupe et ses dépendances, le président de l'assemblée Armand Jean-François allait prononcer l'éloge suivant : « Mes chers collègues, je rappelle à votre souvenir, à l'ouverture de cette séance, notre regretté, M. Rousseau, qui pendant longtemps a participé à nos travaux et dont tous nous avons su apprécier la saine et intelligente collaboration. J'adresse à ses parents, en cette douloureuse circonstance, au nom du Conseil entier l'hommage de notre douloureuse sympathie ».⁴¹ Sur place, à Marie-Galante, le comité de l'Union Républicaine Socialiste de Grand-Bourg réuni à l'Hôtel de ville sous la présidence de François Bambuck rendait également hommage au disparu : « Il (François Bambuck) rappelle, en de précieuses paroles l'impérissable souvenir qu'a laissé parmi nous, le dévouement inlassable du fervent républicain qu'a été Rousseau ; invoque comme exemple à suivre la conduite pleine de droiture du camarade disparu, termine en demandant que la séance soit levée, en signe de deuil, pendant cinq minutes en la mémoire du philanthrope politicien ».⁴²

La nomination annoncée par décret du 7 juin 1922, sur la proposition du ministre des Colonies, de Félix, Paul Bicoto comme notaire à Grand-Bourg en lieu et place du regretté Hubert Rousseau scellait définitivement les pages écrites par ce dernier à cette charge de 1898 à 1918⁴³.

CONCLUSION

Cent ans après sa disparition, les dizaines, voire centaines d'actes notariés de 1898 à 1912 précieusement conservés aux Archives départementales de la Guadeloupe constituent sans aucun doute les traces les plus profondes laissées par Hubert Rousseau. De fait, témoin et acteur actif de son époque, Hubert Rousseau est devenu, aujourd'hui, un véritable auxiliaire des historiens et chercheurs qui souhaitent investir de nouveaux champs d'investigation comme les pratiques sociales ou encore ceux de l'intimité et du quotidien des hommes et des femmes de Marie-Galante aux XIX^e et début du XX^e siècles.

Au Conseil général également, à travers les délibérations compilées année après année, les traces sont là et suffisamment profondes pour affirmer que le conseiller général Hubert Rousseau aura aussi marqué son temps par sa participation aux débats et ses prises de positions sur les grands sujets du moment. A dire vrai, de toute cette période, c'est sans conteste l'une des figures marie-galantaises les plus en vues et écoutées au sein du Conseil général de la Guadeloupe et ses dépendances.

39. ADG : *Le Citoyen*, du 9 octobre 1918 -Rubrique « Nécrologie ».

40. ADG : *Le Nouvelliste*, du 11 octobre 1918-Rubrique « Nécrologie ».

41. ADG : Délibération du Conseil général, session ordinaire du 28 octobre 1918, p. 22-23.

42. ADG : *La Démocratie Sociale*, du 3 mai 1919-Article « Action politique- Comité de Grand-Bourg ».

43. ADG : *Journal officiel de la Guadeloupe*, du 20 juillet 1922, p. 305.

Finalement, c'est peut-être dans la commune de Grand-Bourg, sa terre d'élection, que l'empreinte s'avérera la plus ténue. Aujourd'hui, seule une rue de la section « Grande-savane » perpétue la mémoire de l'ancien maire. Quatre ans à la tête de la municipalité, c'est peu et trop court pour marquer et façonner durablement de surcroît quand la période se caractérise par les turbulences en tous genres. Néanmoins, il n'en reste pas moins vrai que sur le terrain municipal, Hubert Rousseau aura été, en dépit de toutes les vicissitudes, un acteur de premier plan au sein de la municipalité : secrétaire municipal, maire adjoint avant d'accéder à la fonction suprême comme chef d'édilité entre 1900 et 1904. Au final, Hubert Rousseau s'inscrit définitivement au rang de ces personnalités majeures des XIX^e et XX^e siècles à Marie-Galante.

DOCUMENTS ANNEXES

Hubert Rousseau, un notaire à Marie-Galante (1898-1918)

1 – Le fond Hubert Rousseau aux Archives départementales de la Guadeloupe

Microfilms (côtes)	Périodes
6 mi 840	10 juin 1898-2 mai 1900
6 mi 841	2 mai 1900-8 mai 1903
6 mi 842	8 mai 1903-9 juillet 1907
6 mi 843	9 juillet 1907-7 février 1908/2 mars 1908-9 juin 1911
6 mi 844	10 juin 1911-31 décembre 1912

2 – Extrait d'une minute notariale rédigée par Maître Hubert Rousseau, notaire à Marie-Galante, le 15 avril 1912 : contrat de société entre Paul Boulogne⁴⁴ et Louis Boulogne.

44. Paul Boulogne était surtout connu à Marie-Galante par son parcours comme usinier. En avril 1912, il fondait conjointement avec son frère Louis Boulogne une société civile industrielle et agricole dénommée « P et L. Boulogne » pour l'exploitation de l'usine à sucre de Capesterre ainsi que des propriétés qui en dépendaient. Le siège social étant fixé à cette même usine et son capital porté à 90 000 francs. Au plan électoral, après deux premières tentatives infructueuses aux cantonales de 1901 et 1907, il connaissait enfin le succès en 1913 et devenait conseiller général du canton de Marie-Galante. Mais c'est une élection bien vite éclipsée par les événements qui allaient suivre et la mise en sommeil de la vie politique pendant la Grande Guerre de 1914-1918. Paul Boulogne décédait le 14 novembre 1919, à l'âge de 61 ans, à son domicile à la section Beauregard dans la commune de Capesterre.

D'autre part
Lesquels ont par ces présentes constitué entre eux
une société civile sur les clauses et conditions
suivantes

Art 1. Il est formé entre les susnommés
M^{rs} Paul et Louis Boulogne, une société
civile industrielle et agricole pour l'exploit-
ation de l'usine à sucre de la Capestère
Marie Galante et des propriétés qui en dépendent.

Art 2. Les opérations de la société consis-
teront dans la mise en culture des proprié-
tés formant le centre de la dite usine de
la Capestère, la manipulation et la fabri-
cation en sucre des cannes de ces proprié-
tés, dans l'achat de celles qui pourront être
eventuellement fournies par tous adhérents
ou petits planteurs, sur les bases qui seront
convenues entre ceux-ci et l'usine.
Et enfin dans toutes les opérations et les
services généralement quelconques, créés ou
à créer, notamment location ou achat de
propriétés ou autres qui seront jugés nécessaires
pour assurer la bonne marche et le succès
de l'entreprise.

« Habitants et chers concitoyens.

Les cadavres des malheureuses victimes de la terrible et inénarrable catastrophe de notre sœur la Martinique, qui sont venus s'échouer sur nos côtes et auxquelles j'ai eu la satisfaction de pouvoir donner place dans notre cimetière, parmi nos morts, ont, à juste raison, jeté l'effroi dans nos cœurs. Dans cette pénible circonstance, vous avez su montrer jusqu'à quel point vous savez porter haut le sentiment de la solidarité humaine ; chacun de vous a fait son devoir et à cette occasion, je vous envoie l'expression émue de ma vive reconnaissance. L'histoire des Antilles, depuis des temps immémoriaux, n'avait point eu encore à enregistrer d'événements aussi douloureux. Et malgré cela, l'état de l'atmosphère, l'élévation considérable de la température, l'apparence de la forte pression qui s'exerce sur les ondes, tout semble indiquer que les Antilles n'ont pas encore terminé avec le phénomène cosmique, qui a fait son apparition dans l'île sœur et qui, peut-être, nous réserve si ce ne sont pas des suites, mais au moins des conséquences au point de vue épidémique. Figurez-vous que de nombreux cadavres, comme ceux d'hier, peuvent se trouver encore dans les eaux de la Martinique, et qui transportés ici par les courants, seraient de nature à faire naître dans notre pauvre île des maladies calamiteuses. Cependant, il ne faut pas nous en alarmer ; au danger il faut opposer le courage et j'ai pleine confiance dans le vôtre. Toutefois, il appartient, dans la circonstance grave du moment, à une administration prévoyante et ayant le souci de sa responsabilité, de prendre des mesures urgentes pour sauvegarder la sécurité publique.

En conséquence, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'il a été décidé que des désinfectants tels que : goudrons, acide phénique, grésil ou autres seront brûlés tous les jours dans les principaux coins du bourg. Il vous est recommandé d'en faire autant dans vos maisons, mais en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter des accidents. Les cours et dépendances des maisons, les écuries et autres établissements doivent être tenus en parfait état de propreté et les immondices jetés dans la partie du Fort sous le vent du bourg. Des croisières seront organisées pour la surveillance de nos côtes et ainsi nous pourrions, peut-être éviter le danger qui nous menace ».⁴⁵ Hôtel de la Mairie, le 15 mai 1902

ROUSSEAU

45. ADG : *La Vérité*, du 25 mai 1902.

3 - Proclamation faite par Hubert Rousseau, maire de la commune de Grand-Bourg, le 15 mai 1902.

Commune du Grand Bour
Conseil municipal.

Du registre des délibérations
Conseil municipal du Grand Bourg,
a été extrait ce qui suit:

Session extraordinaire du
Octobre 1902.

Le Conseil, à l'unanimité
sans rien modifier à sa délibération
10 Août dernier et vu l'avantage im-
portant qu'aura la commune à
charges des nombreuses charges et un-
nités qui grèvent son budget, par l'
des immeubles nécessaires à ses dif-
rents services, étant donné son im-
possibilité d'en construire, décide à nou-
vel

Sur la question de l'immeuble
appartenant à l'hospice, ses place

4 - Extrait des délibérations du conseil municipal de la commune de Grand-Bourg sous la présidence du maire Hubert Rousseau (octobre 1902).⁴⁶

Fort, d'en faire l'acquisition pour l'installation de l'Hôtel de la Mairie moyennant le prix de onze mille francs (11000) fixé par la commission administrative de l'Aspirie, dans sa délibération du 16 Août dernier, et par la commission d'expertise désignée par M. le Gouverneur suivant la même décision du 20 septembre écoulé.

Coutpouvois est, en conséquence, donné au Maire pour contracter au nom de la commune, signer tous actes et faire généralement tout le nécessaire.

Ont signé: M. M. Rousseau, maire, président - Aristide Lebonne - J. Lincée - Pradon Jⁿ Marie - Athanase Buel - Lincée Davignon - Edgard Petitpas - Jérôme Chabiac - Ernest Bissaudan (M. M. Coquin Monfils et Kircan Léonac, sont illettrés).

Tous copie conforme.

Le Maire. Signé: Rousseau.

Approuvé: Le Gouverneur p. i.

Signé: Charles Rozeau.

A Pour copie conforme

46. ADG : Minute notariale Rousseau, du 2 décembre 1902, fol. 257.

Le 17 décembre 1895 :

« Ma proposition ne comporte pas de grands développements, je demande au Conseil général à réparer une erreur ou une injustice dont la receveuse des postes de Marie-Galante est victime. En 1893, les deux receveuses du Moule et du Grand-Bourg ont été portées à la 1^{ère} classe de leur emploi, avec un traitement de 1791 francs. En 1894, celle du Moule a été portée à 2000 francs, et en 1895 à 2400 francs, tandis que la receveuse de Marie-Galante, à laquelle je m'intéresse, a toujours été maintenue avec le même solde. Et ce qui est à noter, c'est que la buraliste de Saint-Claude qui n'est qu'à la 2^{ème} classe, jouit d'une allocation de 2 000 francs. Vous voyez donc, Messieurs, que pendant que le traitement de la receveuse du Moule suivait une marche progressive celui afférent au poste de Marie-Galante restait stationnaire. Je ne pense pas que le Conseil général, en agissant de la sorte, ait voulu placer la receveuse de Marie-Galante dans une situation d'infériorité vis-à-vis de son collègue du Moule. Je crois plutôt que la situation qui est faite est la conséquence d'une erreur qu'il suffit de vous signaler pour en avoir réparation. Le Conseil général, au cours de la discussion, a trop de fois déjà exprimé ses sentiments de justice et d'équité, pour oser penser que vous n'adopterez pas ma proposition. Nous demandons au Conseil général de porter à 2400 francs le traitement de la receveuse de Marie-Galante de façon à la traiter sur le même pied que celle du Moule. Signé Bambuck, Rousseau ».⁴⁷

Le 26 juillet 1906 :

« Je voudrais attirer l'attention du Conseil général sur la question des bateaux à vapeur. Depuis nombre d'années, la compagnie a toujours fait effectuer six voyages par mois, soit un voyage tous les mercredis et de deux autres les 1^{er} et 3^{ème} dimanches du mois sur Marie-Galante. A notre grand étonnement, ces derniers jours, ces deux voyages du dimanche ont été supprimés. Je ne sache pas que le Conseil général à sa dernière session ait demandé la suppression de ces voyages et je le répète, cela a été une véritable surprise pour nous, parce que le service avait été assuré dans des conditions habituelles, depuis le commencement de l'année. Nous ne savons pas quelles raisons ont déterminé l'Administration à prendre cette mesure, et pour ma part, je n'ai jamais vu dans les délibérations du Conseil général, qu'il ait été question de la suppression de ces voyages. C'est un véritable préjudice qui est ainsi causé à la dépendance de Marie-Galante qui cependant a un mouvement d'affaires assez important. Nous avons des usines qui fonctionnent régulièrement et le commerçant qui ayant des affaires à traiter se rend dans la dépendance, doit y rester huit jours, puisque maintenant les voyages ne se font que chaque mercredi. Je prie l'Administration de vouloir bien me dire pour quelles raisons les deux voyages du dimanche ont été supprimés ».⁴⁸

Le 27 juillet 1906 :

« Depuis longtemps des travailleurs se livrant à la culture du cotonnier dans l'île de Marie-Galante se sont vus obligés de payer l'arpentage de leurs terres à raison de 25 francs l'hectare dans le but d'obtenir la prime d'encouragement promise par l'Administration. Jusqu'à ce jour ils n'ont pas pu obtenir satisfaction. Nous avons déjà attiré l'attention de l'Administration et des pouvoirs publics sur cette situation. Une enquête a été ouverte, des renseignements ont été demandés aux maires de nos communes, mais tout n'a pas abouti à quoi que ce soit. Il serait de toute justice cependant de réaliser la promesse faite aux planteurs, et sans

47. ADG : Délibération du Conseil général, session ordinaire du 17 décembre 1895, p. 325.

48. ADG : Délibération du Conseil général, session ordinaire du 26 juillet 1906, p. 165.

laquelle, ils ne s'engageraient pas dans la voie des dépenses que vous connaissez (...) Je vous recommande particulièrement Marie-Galante pour mettre à sa disposition une égreneuse pour faciliter les travailleurs. Ils me semble que les égreneuses doivent se trouver surtout dans les centres où l'on récolte le coton ».⁴⁹

(M. le Président. Ceux qui sont d'avis de permettre à l'Administration de disposer d'un crédit nécessaire à l'achat d'une égreneuse pour Marie-Galante sont priés de lever la main. Adopté.)

Le 29 janvier 1914 :

« J'ai à soumettre au Conseil une question qui intéresse le tribunal de Grand-Bourg (Marie-Galante). Je sais bien qu'on ne pourra me donner satisfaction pour le moment mais le Conseil général pourrait charger l'Administration d'étudier la question des modifications à apporter au Palais de Justice, qui ne peut rester à l'endroit où il se trouve. Le bâtiment du tribunal est sombre et mal placé ; il appartient à l'Etat et comme il est question de rétablir les garnisons de la Guadeloupe, l'Etat pourrait réclamer cet immeuble qui servait autrefois de caserne. C'est pourquoi j'ai formulé ce vœu ».⁵⁰

(M. le Président. Il n'y a pas d'opposition au vœu de M. Rousseau ? Adopté)

Le 11 décembre 1915 :

« J'ai déposé sur le bureau la proposition dont vous venez d'entendre lecture, parce que des demandes ont été adressées, tant à l'Administration qu'au Conseil général au sujet de la création du service qui en fait l'objet, et le rapport de la Commission n'en fait nullement mention. Ce n'est pas cependant un grief que je formule contre la Commission, ni un reproche que j'adresse au rapporteur, mon honorable collègue et ami, M. Deumié. C'est plutôt un oubli que je signale. Messieurs, presque toutes les communes de la Guadeloupe proprement dite et, en général, celles de la Grande-Terre profitent en ce moment des avantages inappréciables résultant des moyens actuels de locomotion par voitures automobiles pour le service postal et le transport des voyageurs. Aujourd'hui, les transactions sont certainement plus intenses et la possibilité de se transporter rapidement un point à l'autre de la colonie. Tout le monde y trouve son avantage et les affaires en ressentent d'une façon profitable au développement de la vie économique. Marie-Galante est la seule à être encore privée des avantages du grand progrès qui s'est accompli. Elle a été toujours tellement négligée, la pauvre île ! Et cependant, en raison même de son éloignement, et surtout de son importance au point de vue industriel, on devrait y penser plus souvent, lui accorder une attention plus bienveillante et plus soutenue. Car qu'est-ce qui arrive la plupart du temps ? Le bateau à vapeur n'effectue qu'un voyage par semaine sur Marie-Galante, quelqu'un qui est appelé à se rendre dans cette dépendance pour traiter une affaire à la Capes-terre ou à Saint-Louis, est contraint d'y passer huit jours, par le seul fait que les moyens de transport rapides y font complètement défaut (...) Tandis que, quand il y aura un service d'automobile, le voyageur pourra facilement, avec cette voie de locomotion, aller d'un point à l'autre de l'île, en arrivant le mercredi à dix heures et s'en retourner le même jour, à deux heures de l'après-midi, après avoir eu à sa disposition la possibilité de régler ses affaires. C'est incontestablement, la meilleure façon de donner de l'essor aux transactions multiples qui peuvent avoir lieu dans cette dépendance, et dont le chiffre actuel est loin d'être en rapport avec sa production et son mouvement économique. C'est pour cette raison que j'insiste

49. ADG : Délibération du Conseil général, session ordinaire du 27 juillet 1906, p. 186.

50. ADG : Délibération du Conseil général, session ordinaire du 29 janvier 1914, p. 642.

auprès du Conseil général pour qu'il vote la subvention de 10 000 francs demandée en vue de l'installation du service projeté ».⁵¹

(M. le président. Je mets aux voix la proposition de M. Rousseau. Adopté)

5 – Hubert Rousseau, l'avocat de toutes les causes marie-galantaises au Conseil général de la Guadeloupe de 1895 à 1907 puis de 1913 à 1918 : ses déclarations (extraits)

6 – Notice nécrologique⁵²

**De la part des Familles MORON, ROUSSEAU, BAZILE, BASTIAS
CALICAT, SELBONNE, CONSTANTIN, BICOTO, BONHOMME
PLUMAIN.**

de la Municipalité et des Amis,

**Vous êtes priés de vouloir bien assister au Convoi, Service et
Enterrement des cendres de :**

M. Chéry Hubert ROUSSEAU,

Notaire à la Marie-Galante (Guadeloupe)

Adjoint au Maire de Grand-Bourg

Conseiller général de la Guadeloupe

**décédé à Paris, le 7 Octobre 1918, à l'âge de 54 ans, muni des
Sacraments de l'Eglise**

**Lesquels auront lieu, aux dates et heures qui seront ultérieurement
indiquées, en l'Eglise Paroissiale de Grand-Bourg.**

On se réunira à son domicile, rue du Presbytère

51. ADG : Délibération du Conseil général, session extraordinaire du 17 décembre 1915, p. 210, 211, 212.

52. ADG : *La Démocratie Sociale*, du 27 septembre 1919.